

Brochure n° 3282

Convention collective nationale

IDCC : 1875. – **CABINETS
ET CLINIQUES VÉTÉRINAIRES**
(Personnel salarié)
(4^e édition. – Août 2004)

**AVENANT N° 15 DU 27 SEPTEMBRE 2004
RELATIF À LA PRÉVOYANCE**

NOR : *ASET0550051M*
IDCC : 1875

Entre :

Le syndicat national des vétérinaires d'exercice libéral,

D'une part, et

La fédération des services publics et des services de santé FO,

D'autre part,

Réunis en commission nationale paritaire le 27 septembre 2004, ils sont convenus d'une modification de l'annexe IV sur l'accord de prévoyance, portant sur la garantie rente éducation et sur la garantie rente de conjoint avec une nouvelle rédaction.

Objet

Le présent avenant a pour objet de modifier les garanties rente éducation et rente de conjoint mises en œuvre par l'accord de prévoyance du 15 décembre 2000 et son avenant du 12 juin 2003.

C'est ainsi que sont modifiés les articles qui suivent.

Article 6
Garantie rente éducation

Devient :

En cas de décès, quelle qu'en soit la cause, du salarié ayant plus de 1 an d'ancienneté dans la profession, et au plus tard avant son départ en retraite, il est versé au profit de chaque enfant à charge une rente temporaire dont le montant est égal à : 20 % du salaire de référence.

Ces rentes sont doublées pour les orphelins de père et de mère.

Elles sont versées par trimestrialité à terme d'avance.

Article 8
Garantie rente de conjoint

devient :

En cas de décès, quelle qu'en soit la cause, du salarié ayant plus de 1 an d'ancienneté dans la profession, et au plus tard avant son départ en retraite, il est versé au profit du conjoint (époux ou épouse du salarié non divorcé(e) par un jugement définitif) survivant, jusqu'à son 60^e anniversaire, une rente annuelle égale à : 10 % du salaire de référence.

Effet-durée

Le présent avenant prend effet au 1^{er} janvier 2005 pour tous les événements décès survenus à compter de cette date.

Il fait partie intégrante de la convention collective et il a la même durée que celle-ci.

Il pourra être modifié ou dénoncé selon les conditions des articles L. 132-7 et L. 132-8 du code du travail.

Il devra faire l'objet d'un dépôt à la direction départementale du travail et au secrétariat du greffe du conseil des prud'hommes. Les signataires en demandent l'extension.

Fait à Paris, le 30 décembre 2004.

(Suivent les signatures.)